

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 FÉVRIER 1913.

Proposition de loi concernant l'incinération facultative des cadavres humains.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations a pour but d'autoriser la crémation facultative.

Cette mesure se justifie principalement par des considérations d'hygiène, ensuite par des raisons de sentiment, enfin par le respect de la liberté de ceux qui préfèrent ce mode de sépulture à celui de l'inhumation.

*
* *

L'argument dominant est l'utilité sociale. Depuis une trentaine d'années, les préoccupations d'hygiène sont à juste titre le souci constant des administrations publiques vigilantes. De grands progrès ont été réalisés. Ils ont eu pour conséquence de diminuer la fréquence des épidémies qui jadis visitaient périodiquement les grandes cités et d'atténuer la gravité des maladies infectieuses qui se produisent encore en cas isolés.

Mais si la moyenne de l'existence humaine a pu, dans nos contrées, être notablement prolongée, la victoire de l'humanité sur ces maladies ne sera définitivement assurée que lorsque l'inhumation aura cessé d'être le principal moyen de se débarrasser des cadavres.

Les émanations putrides qui se dégagent des cimetières constituent, en effet, un des facteurs de la propagation des maladies; d'une part, les eaux pluviales qui filtrent au travers des nécropoles contaminent les nappes souterraines qui sont les réservoirs des eaux alimentaires.

Des expériences concluantes ont été faites par des hommes de science : elles ont démontré d'une façon indiscutable que les bacilles qui provoquent les maladies infectieuses continuent à vivre sous la terre, que leurs sporules ne sont point détruites par l'inhumation, qu'au contraire elles reprennent toute leur énergie vitale dès que des conditions plus favorables se produisent.

C'est ainsi qu'il a été constaté que les bacilles de la diphtérie, après avoir été inhumés pendant une période de 23 années, remis au jour, avaient provoqué une grave épidémie dans une localité de France réputée jusque-là complètement indemne de ce terrible mal.

L'incinération des cadavres met les vivants à l'abri de ces dangers. Elle anéantit à tout jamais les germes morbides que maintient la putréfaction.

*
* *

Des raisons de sentiment poussent de nombreux esprits vers l'incinération.

L'inhumation est une combustion lente; pour arriver à l'état de dissociation complète de ses éléments, le cadavre doit passer par une fermentation, par une putréfaction qui répugne profondément et qui heurte notre sensibilité.

Dans cette pourriture se développent toute une flore et toute une faune cadavériques.

Pendant une période qui varie suivant les conditions du sol, mais qui peut se prolonger pendant deux à trois années, se succèdent sur le cadavre, une série de larves qui vivent de sa substance et aident ainsi à l'oxydation des tissus.

La crémation évite cette phase répugnante dont on ne se rend généralement pas compte parce qu'elle se passe sous la terre et n'est exceptionnellement visible que lors de rares exhumations.

Elle transforme immédiatement le cadavre en cendres blanches qui ne seront jamais visitées par les sinistres travailleurs de la mort.

D'autre part, les terrains qui réunissent les conditions favorables à la décomposition rapide sont peu nombreux.

Le cimetière demande du sol sablonneux. Il est des provinces entières de notre pays où l'on ne rencontre que des terres argileuses et marneuses, et lorsqu'à ces circonstances se joint l'humidité, les corps se conservent presque indéfiniment.

Aussi fréquemment, dans le Hainaut notamment, assiste-t-on à la descente de cercueils dans des fosses envahies par l'eau.

Trop souvent aussi, l'exiguité du champ de repos et l'augmentation constante de la population contraignent les administrations communales, immédiatement à l'expiration du délai légal, à bouleverser les anciennes tombes pour faire dans ce même sol de nouvelles inhumations.

En agissant ainsi, on porte une atteinte grave au culte des morts si cher

aux classes populaires qui ne peuvent se permettre le luxe des concessions perpétuelles.

Parfois le développement des grandes cités oblige ces mêmes administrations à reporter au loin leurs nécropoles et à supprimer les vieux cimetières dans lesquels ont disparu tant de générations. On remet alors dans le commerce leur sol pour l'érection de quartiers nouveaux et l'on assiste à ce spectacle peu respectueux de l'exhumation d'ossements que l'on entasse pêle-mêle dans un tombereau pour aller les jeter, en une proximité dernière, dans quelque ossuaire.

Et quelles réflexions ne suggère pas dans cet ordre d'idées la coutume actuellement généralisée dans les classes aisées de la société de confier les restes de leurs morts à un cercueil de zinc ou de plomb. Cette enveloppe étanche protège pendant de longues années ces dépouilles mortelles du contact avec les éléments chimiques contenus dans la terre et qui facilitent la dispersion de tous les principes gazeux ou solides constituant l'organisme humain. De vastes caveaux contiennent un nombre parfois considérable de cadavres, et tout cela subit lentement, et avec toutes les conséquences nocives que nous développons plus haut, l'action du temps.

*
* *

L'inhumation enfin évoque chez chacun de nous un poignant sentiment de crainte. La vérification des décès est nulle dans nos campagnes, insuffisante dans nos cités. Aussi, plus souvent qu'on ne le croit, on dépose dans la terre des personnes vivantes, simplement en état syncopal ou léthargique. Les expériences tentées dans un cimetière de New-York, les exhumations pratiquées dans plusieurs nécropoles anglaises, les relations, si fréquentes dans nos journaux, d'inhumations précipitées, dont la réalisation n'a tenu souvent qu'à une insignifiante circonstance, sont là pour démontrer que ce péril n'est point imaginaire.

La réglementation exigée par le système de destruction des corps par la crémation implique un double service de vérification des décès et rend plus facile l'organisation d'un service d'observation qui peut être prolongé plusieurs jours dans un local provisoire.

Ajouterons-nous, pour envisager la pire des hypothèses, que mieux vaut, pour le malheureux revenu à la vie pour quelques instants peut-être, la mort instantanée que l'intense température du crématoire occasionnerait à l'horrible agonie d'une asphyxie lente ou une fin affreuse au milieu des convulsions produites par l'épouvante que provoquerait l'inhumation à l'état de vie.

*
* *

La crémation, à l'inverse de l'inhumation, est une combustion rapide.

Par elle, tous les germes morbides, tous les microbes des maladies infectieuses sont inévitablement voués à la destruction, car le feu est l'agent purificateur par excellence.

L'incinération, telle que la comprennent les modernes, s'accomplit suivant les règles de l'hygiène la plus méticuleuse et avec toute la décence possible.

L'incinération facultative a été autorisée par la plupart des nations d'Europe : l'Allemagne (34 crématoires), l'Angleterre (13 crématoires), le Danemark (1 crématoire), l'Espagne (1 crématoire en construction), la France (3 crématoires), l'Italie (36 crématoires), la Norvège (2 crématoires), la Suède (2 crématoires), la Suisse (10 crématoires).

En Amérique, elle est pratiquée dans l'Argentine, au Brésil, au Canada, en Colombie, dans l'île de Cuba, aux États-Unis (37 crématoires) et dans l'Uruguay. Elle l'est aussi dans de nombreux pays d'Asie : Indes anglaises, Japon, Siam et Tonkin.

La crémation est autorisée en Égypte et dans les possessions africaines françaises ; enfin elle est en usage en Australie.

Depuis 1876, année en laquelle fut ouvert à Milan le premier crématoire européen, jusque fin 1911, *deux cent trente-deux mille trois cent nonante et une* incinérations ont été pratiquées en Occident.

En Orient, de 1903 à 1909, pour le Japon seul, *un million huit cent dix-sept mille quatre cent cinquante-sept* crémations ont été effectuées.

*
* *

Deux ordres de critiques se sont élevées contre la pratique de la crémation.

On a soutenu d'abord que des raisons religieuses s'opposaient à ce mode de destruction des cadavres. Nous pensons qu'il n'en est rien.

Nous n'entreprendrons pas en ce moment la réfutation au point de vue religieux de pareille allégation, cela pourrait sembler sortir de notre compétence, bien que des avis autorisés, et qu'il suffirait de produire, ont tranché dans un sens favorable la thèse de la crémation. Aucune opposition d'ailleurs ne s'est manifestée au sein des églises juive et protestante.

Ainsi, en Allemagne, en l'année 1911, 7,555 incinérations eurent lieu comprenant : 6,434 protestants, 521 catholiques, 35 vieux catholiques, 277 israélites, 83 libres penseurs, 101 dissidents et 104 personnes dont la religion n'a pu être déterminée.

Le dogme catholique repousse-t-il l'incinération ?

Le premier qui ait abordé cette question fut l'abbé Bucellati, professeur de droit canonique à l'Université de Pavie et il l'a formellement résolue dans le sens négatif.

Plus tard, le 30 mars 1886, en séance de la Chambre française, ce fut M. Freppel, évêque et député d'Angers, qui déclara qu'il n'y a pas opposition entre l'incinération et les dogmes catholiques.

Ce qui le démontre encore, c'est qu'en janvier 1906, dans notre pays, le Ministre de la Guerre, bien qu'il n'existât de disposition législative l'y autorisant, a introduit par voie d'instructions la crémation des cadavres des soldats qui seraient tués dans les forts en cas d'investissement de ceux-ci.

Certes, le cabinet catholique d'alors n'aurait pas laissé un de ses membres en décider ainsi, si le dogme ou même la simple liturgie catholique ne l'eût point permis.

*
* * *

Une seconde objection a consisté à prétendre que la crémation favoriserait les crimes par le poison. Un examen un peu approfondi du point de vue toxicologique démontre le peu de fondement de cette critique, mais nous ne pouvons entrer dans son détail au cours d'un simple exposé de motifs.

On peut affirmer au contraire que les mesures de contrôle rigoureux que réclame, dans l'intérêt public, la pratique de la crémation faciliteront la découverte des crimes.

Ces mesures énumérées dans le projet déposé consistent :

1° En la production d'un certificat du médecin traitant attestant que la mort est le résultat d'une cause naturelle;

2° Dans le rapport d'un médecin assermenté, commis par l'officier de l'état civil du lieu du décès, chargé de vérifier à son tour les causes du décès.

Il faudra donc concordance entre les conclusions de ces deux déclarations pour que l'incinération puisse avoir lieu. En cas de désaccord ou s'il existe des indices permettant de soupçonner un crime, l'autopsie devient nécessaire.

Si celle-ci établit qu'il y a crime, le coupable ne demeurera donc point impuni. Si l'autopsie n'a pas lieu, il y a obligation pour l'officier de l'état civil de transmettre au pouvoir judiciaire copie des déclarations contradictoires des médecins et celui-ci demeurera juge du point de savoir s'il y a lieu d'ordonner d'office l'autopsie.

Au surplus, comme nous l'exprimons ci-dessus en vue d'annihiler toute appréhension quelconque d'un mode de sépulture à l'état vivant, il conviendrait d'établir des locaux d'observation où pendant plusieurs jours complémentaires les corps seraient surveillés avant leur disparition définitive.

On constatera d'autre part que les pays voisins du nôtre, cités plus haut, ne se sont point laissés émouvoir par l'objection d'une impossibilité des recherches criminelles, et cependant personne ne prétendra qu'ils aient moins cure que nous de la moralité publique et qu'ils soient moins empressés d'assurer la répression de la criminalité.

Le projet prévoit qu'il appartiendra aux communes d'organiser un service des incinérations, comme elles organisent actuellement le service des inhumations; mais à défaut de pareille initiative, les crématoires pourront être érigés par des associations de communes, sociétés particulières ou même par des individualités, lesquelles se soumettront aux mesures d'hygiène qui seront prescrites par arrêté royal.

*
* * *

Ces considérations posées, il nous suffira d'affirmer que s'il est vrai que la réglementation des inhumations comme étant seul mode de destruction des cadavres peut être interprétée comme restrictive de tout autre système concourant au même but, il est loisible de revendiquer avec la plus grande énergie le droit de disposer dans des conditions d'égalité, de son corps pour en assurer l'anéantissement le plus promptement possible. Actuellement cette volonté ne peut être réalisée qu'à prix d'or en prenant les dispositions nécessaires pour le transfert de son cadavre dans un pays étranger où fonctionne un crématoire. Cette interprétation de la loi actuelle est évidemment abusive, mais il vaut mieux organiser d'emblée le nouveau mode de destruction des corps par l'incinération et dont l'efficacité est désormais acquise et incontestable.

*
* * *

Telle est l'économie du projet et telles sont les considérations résumées qui militent en faveur de son adoption.

ÉMILE BUISSET.

Proposition de loi ayant pour objet l'incinération facultative des cadavres humains.

Wetsvoorstel ten doel hebbende de lijkverbranding toe te laten.

ARTICLE PREMIER.

Comme complément aux prescriptions posées par le décret du 23 Prairial an XII, la crémation des morts est autorisée au même titre que leur inhumation.

ART. 2.

L'incinération des corps se fera dans des crématoires institués par les communes ou des associations de communes, soit encore et à défaut de ceux-ci, par des particuliers ou des sociétés ayant cet objet et qui auront été investis d'un monopole par la ou les administrations intéressées.

ART. 3.

Un arrêté royal décrètera les conditions d'hygiène et de décence dans lesquelles les crématoires seront établis et leur fonctionnement organisé.

Il déterminera en outre l'appropriation nouvelle, nécessitée par les lieux de sépulture afin de les mettre en mesure d'assurer la conservation décente des cendres à provenir des corps incinérés ou leur inhumation.

ART. 4.

L'incinération ne pourra avoir lieu qu'après autorisation de l'officier de

ARTIKEL 1.

Als aanvulling van de voorschriften vervat in het decreet van 23 Prairial jaar XII, wordt de verbranding der dooden toegelaten, zoowel als hunne begraving.

ART. 2.

Het verbranden van lijken geschiedt in ovens opgericht door de gemeenten of door vereenigingen van gemeenten, of, zoo deze het niet doen, door bijzondere personen of maatschappijen daartoe tot stand gekomen en aan welke het belanghebbend gemeentebestuur of de belanghebbende gemeentebesturen een monopolie hebben gegeven.

ART. 3.

Een koninklijk besluit bepaalt hoe, met het oog op de openbare gezondheid, de ovens moeten worden opgericht en moeten werken.

Het regelt, daarenboven, de nieuwe inrichting der begraafplaatsen op zoodanige wijze, dat de asch voortkomende van de verbrande lijken er op betamelijke wijze kunne bewaard of begraven worden.

ART. 4.

De verbranding kan eerst geschieden na machtiging door den ambtenaar van

l'état civil du lieu du décès, sur le vu des pièces suivantes :

1° L'acte sous seing privé ou notarié, manifestant la volonté du défunt ; à défaut de manifestation de volonté du défunt, la demande écrite du membre de la famille ou de toute autre personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles ; cette demande indiquera le lieu où doit s'effectuer l'incinération ;

2° Un certificat du médecin qui a soigné le défunt pendant la dernière maladie, affirmant que la mort est le résultat d'une cause naturelle ;

3° Le rapport d'un médecin assermenté, commis par l'officier de l'état civil pour vérifier les causes du décès.

Cette autorisation devra être accordée, s'il y a lieu, dans les vingt-quatre heures qui suivront le dépôt de la demande et des pièces annexées.

ART. 5.

Lorsqu'il n'est pas établi que la mort est due à une cause naturelle, copie des certificats est adressée par l'officier de l'état civil au procureur du Roi.

ART. 6.

Il sera procédé à l'autopsie par un médecin à ce spécialement assermenté, dans les cas suivants :

1° Lorsque le certificat du médecin traitant et le rapport du médecin assermenté ne pourront affirmer que la mort est due à une cause naturelle ;

den burgerlijken stand der plaats van het overlijden, op vertoon van de volgende stukken :

1° De onderhandsche of notariële akte, waarin de wil van den overledene is uitgedrukt ; heeft de overledene zijnen wil niet doen kennen, de schriftelijke aanvraag van het lid der familie of van elk ander persoon die het recht heeft voor de lijkplechtigheid te zorgen ; deze aanvraag wijst de plaats aan, waar de lijkverbranding moet geschieden ;

2° Een getuigschrift van den geneesheer die den overledene gedurende de laatste ziekte heeft verzorgd, waarbij hij bevestigt dat de dood is toe te schrijven aan eene natuurlijke oorzaak ;

3° Het verslag van een beëdigden geneesheer, door den ambtenaar van den burgerlijken stand aangesteld tot onderzoek naar de oorzaken van het overlijden.

Deze machtiging moet, zoo er grond voor is, worden gegeven binnen vier en twintig uren na de overlegging van de aanvraag en van de daarbij gevoegde stukken.

ART. 5.

Indien het niet blijkt, dat de dood is toe te schrijven aan eene natuurlijke oorzaak, wordt door den ambtenaar van den burgerlijken stand een afschrift van de getuigschriften gezonden aan den procureur des Konings.

ART. 6.

Tot de lijkschouwing wordt overgegaan door een daartoe bijzonder beëdigden geneesheer, in de volgende gevallen :

1° Wanneer door het getuigschrift van den behandelenden geneesheer en het verslag van den beëdigden geneesheer niet kan worden bevestigd, dat de dood is toe te schrijven aan eene natuurlijke oorzaak ;

2° Lorsque le défunt n'a pas été soigné par un médecin pendant sa dernière maladie et qu'il existe des indices qui permettent de soupçonner que la mort est due à un acte criminel ;

3° En cas de naissance d'un enfant mort-né, si un médecin ou une sage-femme diplômée n'a pas assisté à l'accouchement.

La famille, qualifiée pour pourvoir aux funérailles, pourra toujours se faire représenter à l'autopsie par un médecin de son choix.

ART. 7.

Les frais d'autopsie, tarifés comme frais de justice pénale, sont à charge de la succession.

ART. 8.

Les contrevenants aux dispositions de la présente loi seront punis des peines de simple police sans préjudice des peines prévues par les lois pénales en cas de crime ou de délit.

2° Wanneer, gedurende zijne laatste ziekte, de overledene niet werd verzorgd door een geneesheer en er kenteekens zijn die toelaten te vermoeden dat de dood is te wijten aan eene strafbare daad ;

3° Wanneer een doodgeboren kind ter wereld komt, indien een geneesheer of eene gediplomeerde vroedvrouw bij de bevalling niet aanwezig was.

De familie, die het recht heeft te zorgen voor de lijkplechtigheid, kan zich altijd bij de lijkschouwing doen vertegenwoordigen door een geneesheer harer keuze.

ART. 7.

De kosten van lijkschouwing, getarifeerd als gerechtskosten in strafzaken, komen ten laste van de nalatenschap.

ART. 8.

De overtreders van de bepalingen dezer wet worden veroordeeld tot straffen van enkele politie, onverminderd de straffen voorzien bij de strafwetten ingeval van misdaad of van wanbedrijf.

ÉMILE BUISSET.
D^r D'HAUWER.
LÉON FURNEMONT.
E. ROYER.
PAUL JANSON.
L. FRANCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 FEBRUARI 1913.

Wetvoorstel waarbij de lijkverbranding wordt toegelaten.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel dat wij de eer hebben aan uwe beraadslaging te onderwerpen, heeft ten doel de lijkverbranding toe te laten.

Deze maatregel steunt hoofdzakelijk op beschouwingen van hygiëne, verder op gevoelsredenen en, eindelijk, op den eerbied voor de vrijheid van hen die verbranding boven begraving verkiezen.

*
* .

De hoofdreden is gegrond op het maatschappelijk nut. Sedert een dertigtal jaren zijn de waakzame openbare besturen terecht om hygiëne voortdurend bezorgd. Groote vooruitgang werd gemaakt. Deze had tot gevolg zooveel mogelijk te weren de besmettelijke ziekten die voorheen de groote steden teisterden, en te verzachten den kwaden aard van de aanstekende ziekten die zich in afzonderlijke gevallen voordoen.

De duur van het menschenleven werd in onze streken merkkelijk verlengd, doch de zegepraal der menschheid over die ziekten zal dan eerst geheel behaald zijn, wanneer de begraving zal hebben opgehouden het hoofdmiddel te blijven waarop men zich van de lijken ontdoet.

De verpestende uitwasemingen van begraafplaatsen zijn een der oorzaken van de verspreiding van ziekten; ook het regenwater, dat door den grond der begraafplaatsen sijpelt, besmet de onderaardsche waterlagen, bronnen van het drinkwater.

De wetenschap heeft afdoende bewijzen geleverd : zij toonde onwederlegbaar aan dat de bacillen, die de aanstekende ziekten veroorzaken, onder den grond blijven leven; dat hunne sporulen door de begraving niet vernietigd worden; integendeel, dat zij al hunne levenskracht herwinnen, zoodra zij in gunstiger onstandigheden verkeerden.

Zoo werd bevonden dat de bacillen der diphteritis, na eene bedelving van drie en twintig jaar, bij de opening der graven eene erge ziekte verwekten in eene gemeente van Frankrijk, welke tot dan toe die verschrikkelijke kwaal nooit gekend had.

De lijkverbranding beschut de levenden tegen die gevaren. Zij vernietigt voor altijd de ziektekiemen die de verrotting in het leven houdt.

*
* *

Gevoelsredenen pleiten bij velen voor lijkverbranding.

De begraving is eene langzame verbranding; om tot den volledigen staat van ontbinding te komen, moet het lijk eene gisting ondergaan, eene walgelijke verrotting die onze gevoeligheid kwetst.

Door die verrotting ontwikkelt zich in de lijken een ganschen planten- en dierengroei. Gedurende een termijn die verschilt naar den aard van den grond, doch die twee of drie jaren kan duren, vertoonen zich op de lijken eene reeks larven die er van leven en de oxydatie der weefsels bevorderen.

De verbranding ontwijkt dezen walgelijken overgang dien men zich over 't algemeen niet voorstelt, daar hij onder de aarde geschiedt en slechts bij uitzondering zichtbaar wordt in het zeldzaam geval van ontgraving. Zij doet het lijk onmiddellijk verkeerden tot eene witte asch welke aan dat akelig vernielingswerk ontsnapt.

Anderdeels, zijn de gronden zeer zeldzaam die al de vereischten bezitten voor eene spoedige ontbinding.

De doodenakker vereischt een zandigen grond. Er zijn in ons land geheele provinciën waar slechts leem- en mergelgrond ligt, en wanneer er dan nog vochtigheid bijkomt, blijven de lijken oneindig lang bewaard.

Zoo gebeurt het vaak, in Henegouw namelijk, dat de lijkkisten worden bijgezet in groeven die vol water staan.

Al te dikwijls ook zijn de begraafplaatsen te weinig uitgestrekt en door het toenemen van de bevolking zijn de gemeentebesturen verplicht, onmiddellijk na verloop van den wettigen termijn, vroegere begraafplaatsen geheel om te delven om er nieuwe lijken in te brengen.

Aldus maakt men inbreuk op den eerbied voor de dooden, die bij de volksklassen zoo diep is ingeworteld; deze toch kunnen zich de weelde niet veroorloven van eene altyddurende vergunning.

De uitbreiding der groote steden verplicht soms ook diezelfde besturen hare doodenakkers op grooten afstand te plaatsen en de oude kerkhoven,

waarin zooveel geslachten werden gedolven, in onbruik te stellen. Dan maakt men dien grond te gelde om er nieuwe wijken aan te leggen, en men woont dit weinig stichtend schouwspel bij : de doodsbeenderen worden ontgraven, dooreen op eene kar geladen en ergens in een knekelhuis uitgestort.

En tot welke bedenkingen geeft thans aanleiding het schier algemeen gebruik bij de gegoede standen, het stoffelijk overschot der dooden in eene zinken of looden kist te sluiten ! Dit waterdicht omhulsel beschut, gedurende lange jaren, de lijken tegen de scheikundige bestanddeelen der aarde, die de ontbinding van al de gasachtige of vaste stoffen van het menschelijk lichaam vergemakkelijken. Uitgestrekte grafkelders bevatten soms een zeer groot getal lijken, en deze ondergaan slechts langzaam, en met al de nadeelige gevolgen hierboven vermeld, de werking van den tijd.

*
* * *

De begraaving geeft bij elk van ons aanleiding tot eene huiveringwekkende vrees. Het vaststellen van het overlijden en van de oorzaak daarvan geschiedt niet op het platteland en geschiedt op ontoereikende wijze in de steden. Ook gebeurt het meer dan men denkt, dat nog levende, enkel schijndoode menschen begraven worden. De proeven die men heeft genomen in eene begrafplaats te New-York, de ontgravingen in verscheidene Engelsche begraafplaatsen, de talrijke verhalen in dagbladen van al te haastige begravingen, die dikwijls enkel door eene onbeduidende omstandigheid belet werden, bewijzen ons dat dit gevaar geene inbeelding is.

De regeling die wordt vereischt voor het stelsel van lijkverbranding bevat een dubbelen dienst van toezicht en vergemakkelijkt de inrichting van eenen dienst van waarneming, die verschillende dagen kan duren in een daartoe geschikt lokaal.

Moeten wij erbij voegen, met het oog op de afgrijselijkste der onderstellingen, dat het beter is voor den ongelukkige, die voor eenige oogenblikken wellicht tot het leven terugkomt, den plotseligen dood te vinden in de hitte van den brandoven, dan langzaam te verstikken, of een gruwelijk einde af te wachten in stuiptrekkingen van afgrijzen die den levend begraven mensch moeten overvallen !

*
* * *

De lijkverbranding, in tegenstelling met de begraaving, is eene snelwerkende verbranding. Zij vernietigt alle ziektekiemen, alle microben van besmettelijke ziekten, want vuur is het louteringsmiddel bij uitnemendheid.

De verbranding, zooals deze hedendaags wordt opgevat, geschiedt naar de wetten der strengste hygiëne en op de meest betamelijke wijze.

Zij wordt toegelaten in de meeste landen van Europa : in Duitschland (34 lijkverbrandingsovens), Engeland (13 ovens), Denemarken (1 oven), Spanje (1 oven, die thans wordt opgericht), Frankrijk (5 ovens), Italië (36 ovens), Noorwegen (2 ovens), Zweden (2 ovens), Zwitserland (10 ovens).

In Amerika is zij toegelaten in de Argentijnsche Republiek, in Brazilië, in Canada, in Columbia, in het eiland Cuba, in de Vereenigde Staten (37 ovens) en in Uruguay. Zij is het eveneens in talrijke landen van Azië: Engelsch Indië, Japan, Siam en Tonkin.

De lijkverbranding is toegelaten in Egypte en in de Fransche bezittingen in Afrika; eindelijk komt zij voor in Australië. Sedert 1876, toen de eerste oven te Milaan werd opgericht, tot einde 1911, werden *twee honderd twee en dertig duizend drie honderd een en negentig* lijken verbrand in het Westen.

In het Oosten, van 1905 tot 1909, werden, alleen in Japan, *een millioen acht honderd zeventien duizend vier honderd zeven en vijftig* lijken verbrand.

*
* *

Opwerpen van tweeërlei aard worden tegen lijkverbranding ingebracht.

Vooreerst heeft men beweerd dat godsdienstredenen zich tegen die wijze van lijkvernietiging verzetten. Wij deelen die meening niet.

Wij zullen thans niet beproeven die bewering van uit een godsdienstig standpunt te weerleggen; dat zou schijnen onze bevoegdheid te buiten te gaan, alhoewel gezaghebbende personen, en die wij zouden kunnen aanhalen, de lijkverbranding voorstaan. In de joodsche en protestantsche kerkgenootschappen heeft zich geen verzet voorgedaan.

Zoo werden in Duitschland, in 1911, 7,553 lijken verbrand, waaronder 6,434 protestanten, 521 katholieken, 35 oud-katholieken, 277 israëlieten, 83 vrijdenkers, 101 dissidenten en 104 personen wier geloofsbelijdenis niet kon bepaald worden.

Verbiedt het katholieke dogma de lijkverbranding?

De eerste die het vraagstuk besprak, was priester Bucellatei, professor van canoniek recht aan de Universiteit te Pavia, en hij antwoordde stellig neen.

Later, op 30 Maart 1886, verklaarde in de Fransche Kamer de heer Freppel, bisschop en afgevaardigde van Angers, dat de katholieke dogma's de lijkverbranding niet verbieden.

Nog een bewijs: in Januari 1906, gaf, in ons land, de Minister van Oorlog bevel, alhoewel de wet hem daartoe niet machtigt, de lijken der soldaten, die gedurende een beleg in de forten zouden gedood worden, te verbranden.

Voorzeker zou de toenmalige katholieke Regeering niet hebben toegelaten, dat een harer leden dergelijke beslissing nam, indien het katholieke dogma of enkel de kerkgebruiken er zich tegen verzetten.

*
* *

De tweede opwerping is deze: men beweert dat de lijkverbranding de vergiftigingen zou vergemakkelijken. Een eenigszins grondig onderzoek

van de vergiftenleer bewijst dat deze opwerping niet gegrond is, doch wij kunnen in deze toelichting daar niet over uitweiden.

Men kan integendeel bevestigen, dat de maatregelen van nauwgezet toezicht, door de lijkverbranding in 't openbaar belang vereischt, de ontdekking der misdaden zullen vergemakkelijken.

Deze in het wetsvoorstel opgesomde maatregelen zijn de volgende :

1° Het overleggen van een getuigschrift van den geneesheer die den zieke behandeld heeft, waaruit blijkt dat de dood eene natuurlijke oorzaak had ;

2° Een verslag van den beëdigden geneesheer, door den ambtenaar van den burgerlijken stand aangesteld, en die gelast is op zijne beurt de oorzaak van het overlijden te onderzoeken.

Beide verklaringen moeten dus overeenstemmen, zooniet mag de verbranding niet plaats hebben. In geval van oneenigheid, of zoo eene misdaad kan vermoed worden, moet de lijkschouwing geschieden.

Indien deze bewijst dat er misdaad gepleegd werd, zal de schuldige niet ongestraft blijven. Heeft de lijkschouwing niet plaats, dan is de ambtenaar van den burgerlijken stand verplicht aan het gerecht een afschrift te zenden van de tegenstrijdige verklaringen der geneesheeren, en het gerecht zal beslissen of van rechtswege tot de lijkschouwing dient te worden overgegaan.

Daarenboven, zooals wij reeds zegden, ten einde alle vrees te doen verdwijnen dat iemand levend begraven worde, zou het raadzaam zijn waarnemingslokalen in te richten, waar gedurende eenige dagen de lijken zouden worden bewaakt alvorens deze te verbranden.

Men zal ook nagaan, dat bovengemelde naburige landen zich niet hebben laten weerhouden door de opwerping dat het onmogelijk wordt de misdaden te ontdekken, en nochtans zal niemand beweren dat zij minder dan wij bezorgd zijn over de openbare zedelijkheid en dat zij minder geneigd zijn de misdaden te beteugelen.

Het voorstel voorziet, voor de gemeenten, de instelling van een dienst van lijkverbranding, zooals zij thans voor de begrafenissen zorgen. Doch, bij ontstentenis van dit initiatief, zouden lijkverbrandingsovens kunnen opgericht worden door vereenigde gemeenten, private maatschappijen of zelfs personen, die zich onderwerpen aan de gezondheidsmaatregelen, bij koninklijk besluit voor te schrijven.

*
* *

Na deze beschouwingen zal het volstaan te bevestigen, dat, zoo de wetsbepalingen betreffende de begraving mochten doen gelooven dat deze de eenige wijze is waarop lijken mogen vernietigd worden, met uitsluiting van elk ander stelsel, — men vrij blijft, krachtig het recht op te eischen over zijn eigen lichaam te beschikken onder gelijke voorwaarden, om het

zoo spoedig mogelijk te doen vernietigen. Thans kan die wil niet worden volbracht dan tegen zeer hooge kosten; men moet schikkingen nemen om zijn lijk te laten overvoeren naar een land waar een lijkverbrandingsoven werkt. Deze verklaring der huidige wet is klaarblijkelijk verkeerd, doch is het beter, ineens de nieuwe wijze in te richten van lijkvernietiging door verbranding, waarvan het nut niet meer betwist kan worden.

*
* *

Ziedaar den inhoud van het wetsvoorstel, en de beknopte beschouwingen die voor zijne goedkeuring pleiten.

EMILE BUISSET.

Proposition de loi ayant pour objet **Wetsvoorstel ten doel hebbende de**
l'incinération facultative des cada- **lijkverbranding toe te laten.**
vres humains.

ARTICLE PREMIER.

Comme complément aux prescriptions posées par le décret du 23 Prairial an XII, la crémation des morts est autorisée au même titre que leur inhumation.

ART. 2.

L'incinération des corps se fera dans des crématoires institués par les communes ou des associations de communes, soit encore et à défaut de ceux-ci, par des particuliers ou des sociétés ayant cet objet et qui auront été investis d'un monopole par la ou les administrations intéressées.

ART. 3.

Un arrêté royal décrètera les conditions d'hygiène et de décence dans lesquelles les crématoires seront établis et leur fonctionnement organisé.

Il déterminera en outre l'appropriation nouvelle, nécessitée par les lieux de sépulture afin de les mettre en mesure d'assurer la conservation décente des cendres à provenir des corps incinérés ou leur inhumation.

ART. 4.

L'incinération ne pourra avoir lieu qu'après autorisation de l'officier de

ARTIKEL 1.

Als aanvulling van de voorschriften vervat in het decreet van 23 Prairial jaar XII, wordt de verbranding der dooden toegelaten, zoowel als hunne begraaving.

ART. 2.

Het verbranden van lijken geschiedt in ovens opgericht door de gemeenten of door vereenigingen van gemeenten, of, zoo deze het niet doen, door bijzondere personen of maatschappijen daartoe tot stand gekomen en aan welke het belanghebbend gemeentebestuur of de belanghebbende gemeentebesturen een monopolie hebben gegeven.

ART. 3.

Een koninklijk besluit bepaalt hoe, met het oog op de openbare gezondheid, de ovens moeten worden opgericht en moeten werken.

Het regelt, daarenboven, de nieuwe inrichting der begraafplaatsen op zoodanige wijze, dat de asch voortkomende van de verbrande lijken er op betamelijke wijze kunne bewaard of begraven worden.

ART. 4.

De verbranding kan eerst geschieden na machtiging door den ambtenaar van

l'état civil du lieu du décès, sur le vu des pièces suivantes :

1^o L'acte sous seing privé ou notarié, manifestant la volonté du défunt ; à défaut de manifestation de volonté du défunt, la demande écrite du membre de la famille ou de toute autre personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles ; cette demande indiquera le lieu où doit s'effectuer l'incinération ;

2^o Un certificat du médecin qui a soigné le défunt pendant la dernière maladie, affirmant que la mort est le résultat d'une cause naturelle ;

3^o Le rapport d'un médecin assermenté, commis par l'officier de l'état civil pour vérifier les causes du décès.

Cette autorisation devra être accordée, s'il y a lieu, dans les vingt-quatre heures qui suivront le dépôt de la demande et des pièces annexées.

ART. 5.

Lorsqu'il n'est pas établi que la mort est due à une cause naturelle, copie des certificats est adressée par l'officier de l'état civil au procureur du Roi.

ART. 6.

Il sera procédé à l'autopsie par un médecin à ce spécialement assermenté, dans les cas suivants :

1^o Lorsque le certificat du médecin traitant et le rapport du médecin assermenté ne pourront affirmer que la mort est due à une cause naturelle ;

den burgerlijken stand der plaats van het overlijden, op vertoon van de volgende stukken :

1^o De onderhandsche of notarieele akte, waarin de wil van den overledene is uitgedrukt ; heeft de overledene zijnen wil niet doen kennen, de schriftelijke aanvraag van het lid der familie of van elk ander persoon die het recht heeft voor de lijkplechtigheid te zorgen ; deze aanvraag wijst de plaats aan, waar de lijkverbranding moet geschieden ;

2^o Een getuigschrift van den geneesheer die den overledene gedurende de laatste ziekte heeft verzorgd, waarbij hij bevestigt dat de dood is toe te schrijven aan eene natuurlijke oorzaak ;

3^o Het verslag van een beëdigden geneesheer, door den ambtenaar van den burgerlijken stand aangesteld tot onderzoek naar de oorzaken van het overlijden.

Deze machtiging moet, zoo er grond voor is, worden gegeven binnen vier en twintig uren na de overlegging van de aanvraag en van de daarbij gevoegde stukken.

ART. 5.

Indien het niet blijkt, dat de dood is toe te schrijven aan eene natuurlijke oorzaak, wordt door den ambtenaar van den burgerlijken stand een afschrift van de getuigschriften gezonden aan den procureur des Konings.

ART. 6.

Tot de lijkschouwing wordt overgegaan door een daartoe bijzonder beëdigden geneesheer, in de volgende gevallen :

1^o Wanneer door het getuigschrift van den behandelenden geneesheer en het verslag van den beëdigden geneesheer niet kan worden bevestigd, dat de dood is toe te schrijven aan eene natuurlijke oorzaak ;

2° Lorsque le défunt n'a pas été soigné par un médecin pendant sa dernière maladie et qu'il existe des indices qui permettent de soupçonner que la mort est due à un acte criminel;

3° En cas de naissance d'un enfant mort-né, si un médecin ou une sage-femme diplômée n'a pas assisté à l'accouchement.

La famille, qualifiée pour pourvoir aux funérailles, pourra toujours se faire représenter à l'autopsie par un médecin de son choix.

ART. 7.

Les frais d'autopsie, tarifés comme frais de justice pénale, sont à charge de la succession.

ART. 8.

Les contrevenants aux dispositions de la présente loi seront punis des peines de simple police sans préjudice des peines prévues par les lois pénales en cas de crime ou de délit.

2° Wanneer, gedurende zijne laatste ziekte, de overledene niet werd verzorgd door een geneesheer en er kenteekens zijn die toelaten te vermoeden dat de dood is te wijten aan eene strafbare daad;

3° Wanneer een doodgeboren kind ter wereld komt, indien een geneesheer of eene gediplomeerde vroedvrouw bij de bevalling niet aanwezig was.

De familie, die het recht heeft te zorgen voor de lijkplechtigheid, kan zich altijd bij de lijkschouwing doen vertegenwoordigen door een geneesheer harer keuze.

ART. 7.

De kosten van lijkschouwing, getarifeerd als gerechtskosten in strafzaken, komen ten laste van de nalatenschap.

ART. 8.

De overtreders van de bepalingen dezer wet worden veroordeeld tot straffen van enkele politie, onverminderd de straffen voorzien bij de strafwetten ingeval van misdaad of van wanbedrijf.

ÉMILE BUISSET.
D^r D'HAUWER.
LÉON FURNEMONT.
E. ROYER.
PAUL JANSON.
L. FRANCK.

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 FÉVRIER 1913.

Projet de loi : 1° instituant un Conseil de prud'hommes à Wavre, à Fontaine-l'Évêque, à Binche et à Mons ; 2° modifiant les ressorts des Conseils de prud'hommes d'Ostende, de Dour, de La Louvière, de Pâturages, de Charleroi et de Soignies.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre un projet de loi dont l'objet est double. Il s'agit :

1° D'instituer quatre nouveaux Conseils de prud'hommes dont les sièges seraient établis à Wavre, Fontaine-l'Évêque, Binche et Mons ;

2° De modifier les ressorts des Conseils d'Ostende, de Dour, de La Louvière, de Pâturages, de Charleroi et de Soignies.

La loi du 15 mai 1910 consacre une extension très considérable de l'institution prud'homale, si bien que le Gouvernement a jugé nécessaire de faire bénéficier des avantages de cette juridiction les chefs d'entreprise et les travailleurs d'une nouvelle série de localités. En cela il ne fait d'ailleurs que se conformer à un vœu maintes fois exprimé à la Chambre des Représentants et au Sénat.

En ce qui concerne la création d'un Conseil à Mons et les modifications proposées aux ressorts des Conseils de Dour et de Pâturages, il est à remarquer que le présent projet s'inspire des propositions déposées par mon honorable prédécesseur sur le bureau de la Chambre le 24 mai 1905 et devenues caduques à la suite de la dissolution du Parlement. La seule modification proposée consiste dans l'adjonction d'un certain nombre de localités au ressort du Conseil de Mons. Il s'agit des communes de Sirault, Erbisœul, Jurbise, Masnuy-Saint-Jean et Masnuy-Saint-Pierre, appartenant au canton de Lens.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

ARM. HUBERT.

Projet de loi : 1° instituant un Conseil de prud'hommes à Wavre, à Fontaine-l'Évêque, à Binche et à Mons; 2° modifiant les ressorts des Conseils de prud'hommes d'Ostende, de Dour, de La Louvière, de Pâturages, de Charleroi et de Soignies.

Ontwerp van wet : 1° tot instelling van een Werkrechtersraad te Waver, te Fontaine-l'Évêque, te Binche en te Bergen; 2° tot wijziging van de gebieden der Werkrechtersraden te Oostende, te Dour, te La Louvière, te Pâturages, te Charleroi en te Zinik.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mai 1910, organique des conseils de prud'hommes et notamment l'article 6 de cette loi;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera soumis, en Notre nom, aux Chambres législatives par Notre Ministre de l'Industrie et du Travail :

ARTICLE PREMIER.

Des conseils de prud'hommes sont établis, conformément aux dispositions de la loi du 15 mai 1910, dans les localités ci-après désignées : Wavre, Fontaine-l'Évêque, Binche et Mons.

ART. 2.

Leurs ressorts comprennent respectivement :

1° CONSEIL DE WAVRE : a) les communes d'Archennes, Bierges, Bonlez, Céroux-Mousty, Chaumont-Gistoux, Corroy-le-Grand, Court-Saint-Étienne,

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Gezien de wet van 15 Mei 1910 tot instelling der werkrechtersraden en voornamelijk artikel 6 dier wet;

Op voordracht van Onzen Minister van Nijverheid en Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet, waarvan de inhoud volgt, zal, in Onzen naam, door Onzen Minister van Nijverheid en Arbeid aan de Wetgevende Kamers overgelegd worden :

ARTIKEL ÉÉN.

Werkrechtersraden worden, overeenkomstig de bepalingen der wet van 15 Mei 1910, in de hiernavermelde gemeenten ingesteld : Waver, Fontaine-l'Évêque, Binche en Bergen.

ART. 2.

Hunne gebieden omvatten onderscheidenlijk :

1° RAAD TE WAVER : a) de gemeenten Archennes, Bierges, Bonlez, Céroux-Mousty, Chaumont-Gistoux, Corroy-le-Grand, Court-Saint-Étienne, Dion-le-

Dion-le-Mont, Dion-le-Val, Grez-Doiceau, La Hulpe, Limal, Limelette, Ottignies, Rixensart, Rosières et Wavre, du canton judiciaire de Wavre; b) les communes de Corbais et de Mont-Saint-Guibert, du canton judiciaire de Perwez.

2° CONSEIL DE FONTAINE-L'ÉVÊQUE : a) les communes du canton judiciaire de Fontaine-l'Évêque à l'exception de Marchienne-au-Pont, Monceau-sur-Sambre et Montignies-le-Tilleul; b) les communes de Godarville et Gouy-lez-Piéton, du canton judiciaire de Seneffe.

3° CONSEIL DE BINCHE : a) les communes des cantons judiciaires de Binche et Merbes-le-Château; b) les communes de Lobbes et Thuin, du canton judiciaire de Thuin.

4° CONSEIL DE MONS : a) les communes de Ghlin, Havré, Hyon, Maisières, Mesvin, Mons, Nimy, Nouvelles, Obourg, Saint-Symphorien et Spiennes, du canton judiciaire de Mons; b) les communes d'Asquillies, Givry, Harmignies, Harveng et Havay, du canton judiciaire de Pâturages; c) les communes de Baudour, Erbisœul, Jurbise, Masnuy-Saint-Jean, Masnuy-Saint-Pierre, Sirault et Tertre, du canton judiciaire de Lens.

ART. 3.

Les ressorts des conseils de prud'hommes d'Ostende, Dour, La Louvière, Pâturages, Charleroi et Soignies sont modifiés comme suit :

Le ressort du conseil de prud'hommes d'Ostende comprend : a) les communes de Breedene, Ostende et Steene, du canton judiciaire d'Ostende; b) les communes de Bekeghem, Eerneghem, Ettelghem, Ghistelles, Leffinghe, Ouden-

Mont, Dion-le-Val, Grez-Doiceau, Ter Hulpén, Limal, Limelette, Ottignies, Rixensart, Rosières en Waver, van het rechterlijk kanton Waver; b) de gemeenten Corbais en Mont-Saint-Guibert, van het rechterlijk kanton Perwez.

2° RAAD TE FONTAINE-L'ÉVÊQUE : a) de gemeenten van het rechterlijk kanton Fontaine-l'Évêque, met uitzondering van Marchienne-au-Pont, Monceau-sur-Sambre en Montignies-le-Tilleul; b) de gemeenten Godarville en Gouy-lez-Piéton, van het rechterlijk kanton Seneffe.

3° RAAD TE BINCHE : a) de gemeenten der rechterlijke kantons Binche en Merbes-le-Château; b) de gemeenten Lobbes en Thuin, van het rechterlijk kanton Thuin.

4° RAAD TE BERGEN : a) de gemeenten Ghlin, Havré, Hyon, Maisières, Mesvin, Bergen, Nimy, Nouvelles, Obourg, Saint-Symphorien en Spiennes, van het rechterlijk kanton Bergen; b) de gemeenten Asquillies, Givry, Harmignies, Harveng en Havay, van het rechterlijk kanton Pâturages; c) de gemeenten Baudour, Erbisœul, Jurbise, Masnuy-Saint-Jean, Masnuy-Saint-Pierre, Sirault en Tertre, van het rechterlijk kanton Lens.

ART. 3.

De gebieden der werkrechtseraden te Oostende, Dour, La Louvière, Pâturages, Charleroi en Zinik worden gewijzigd als volgt :

Het gebied van den werkrechtseraad te Oostende omvat : a) de gemeenten Breedene, Oostende en Steene van het rechterlijk kanton Oostende; b) de gemeenten Bekeghem, Eerneghem, Ettelghem, Ghistelles, Leffinghe, Ouden-

burg, Roxem, Slijpe, Snaeskerke, Westkerke, Wilskerke et Zandvoorde, du canton judiciaire de Ghistelles; c) les communes de Middelkerke et de Westende, du canton judiciaire de Nieuport.

Le ressort du conseil de prud'hommes de Dour comprend : a) les communes du canton judiciaire de Dour; b) les communes de Boussu, Hainin, Hautrage, Heusies, Montrœul-sur-Haine, Thulin, Villerot et Warquignies, du canton judiciaire de Boussu.

Le ressort du conseil de prud'hommes de La Louvière comprend : a) les communes de Haine-Saint-Paul, Houdeng-Aimeries, Houdeng-Goegnies, La Louvière et Trivières, du canton judiciaire de La Louvière; b) les communes de Bois-d'Haine, Familleureux, Fayt-lez-Seneffe, La Hestre, Manage et Seneffe, du canton judiciaire de Seneffe; c) les communes du canton judiciaire de Rœulx, à l'exception de Marche-lez-Écaussines et Mignault.

Le ressort du conseil de prud'hommes de Pâturages comprend : a) les communes d'Aulnois, Blaregnies, Bougnies, Eugies, Frameries, Genly, Goegnies-la-Chaussée, La Bouverie, Noirchain, Pâturages, Quévy-le-Petit et Sars-la-Bruyère, du canton judiciaire de Pâturages; b) les communes de Hornu, Quaregnon, Saint-Ghislain, Wasmes et Wasmuel, du canton judiciaire de Boussu; c) les communes de Ciply, Cuesmes, Flénu et Jemappes, du canton judiciaire de Mons.

Le ressort du conseil de prud'hommes de Charleroi comprend : a) les communes des cantons judiciaires de Charleroi, Châtelet et Jumet; b) les communes de Marchienne-au-Pont, Monceau-sur-Sambre et Montignies-le-Tilleul, du

burg, Roxem, Slijpe, Snaeskerke, Westkerke, Wilskerke en Zandvoorde, van het rechterlijk kanton Ghistelles; c) de gemeenten Middelkerke en Westende, van het rechterlijk kanton Nieuwpoort.

Het gebied van den werkrechtssraad te Dour omvat : a) de gemeenten van het rechterlijk kanton Dour; b) de gemeenten Boussu, Hainin, Hautrage, Heusies, Montrœul-sur-Haine, Thulin, Villerot en Warquignies, van het rechterlijk kanton Boussu.

Het gebied van den werkrechtssraad te La Louvière omvat : a) de gemeenten Haine-Saint-Paul, Houdeng-Aimeries, Houdeng-Goegnies, La Louvière en Trivières van het rechterlijk kanton La Louvière; b) de gemeenten Bois-d'Haine, Familleureux, Fayt-lez-Seneffe, La Hestre, Manage en Seneffe, van het rechterlijk kanton Seneffe; c) de gemeenten van het rechterlijk kanton Rœulx met uitzondering van Marche-lez-Ecaussines en Mignault.

Het gebied van den werkrechtssraad te Pâturages omvat : a) de gemeenten Aulnois, Blaregnies, Bougnies, Eugies, Frameries, Genly, Goegnies-la-Chaussée, La Bouverie, Noirchain, Pâturages, Quévy-le-Petit en Sars-la-Bruyère, van het rechterlijk kanton Pâturages; b) de gemeenten Hornu, Quaregnon, Saint-Ghislain, Wasmes en Wasmuel, van het rechterlijk kanton Boussu; c) de gemeenten Ciply, Cuesmes, Flénu en Jemappes, van het rechterlijk kanton Bergen.

Het gebied van den werkrechtssraad te Charleroi omvat : a) de gemeenten der rechterlijke kantons Charleroi, Châtelet en Jumet; b) de gemeenten Marchienne-au-Pont, Monceau-sur-Sambre en Montignies-le-Tilleul, van het

canton judiciaire de Fontaine-l'Évêque; c) les communes de Fleurus, Gosselies, Ransart, Wanfercée-Baulet et Frasnes-lez-Gosselies, du canton judiciaire de Gosselies.

Le ressort du conseil de prud'hommes de Soignies comprend : a) les communes du canton judiciaire de Soignies; b) les communes de Marche-lez-Écaussines et Mignault, du canton judiciaire de Rœulx; c) les communes de Feluy et Arquennes, du canton judiciaire de Seneffe; d) la commune de Neufvilles, du canton judiciaire de Lens.

ART. 4.

La juridiction des conseils de prud'hommes de Dour et Pâturages est étendue à toutes les industries exercées dans leurs ressorts respectifs.

Dispositions additionnelles.

ART. 5.

Les élections en vue de renouveler ou de compléter les conseils de prud'hommes d'Ostende, Dour, La Louvière, Pâturages, Charleroi et Soignies auront lieu, pour la première fois, d'après les dispositions de la présente loi, au mois de mars 1915.

Les élections pour la constitution des conseils de prud'hommes de Wavre, Fontaine-l'Évêque, Binche et Mons auront lieu à la même époque.

La présente loi entrera en vigueur, au point de vue de la juridiction, à mesure que les conseils de prud'hommes d'Ostende, Dour, La Louvière, Pâturages, Charleroi, Soignies, Wavre,

rechterlijk kanton Fontaine-l'Évêque; c) de gemeenten Fleurus, Gosselies, Ransart, Wanfercée-Baulet en Frasnes-lez-Gosselies, van het rechterlijk kanton Gosselies.

Het gebied van den werkrechtersraad te Zinik omvat : a) de gemeenten van het rechterlijk kanton Zinik; b) de gemeenten Marche-lez-Écaussines en Mignault, van het rechterlijk kanton Rœulx; c) de gemeenten Feluy en Arquennes, van het rechterlijk kanton Seneffe; d) de gemeente Neufvilles van het rechterlijk kanton Lens.

ART. 4.

De rechtsmacht der werkrechtersraden te Dour en Pâturages wordt uitgestrekt tot al de bedrijven in hunne onderscheidenlijke gebieden uitgeoefend.

Aanvullende bepalingen.

ART. 5.

De verkiezingen om de werkrechtersraden te Oostende, Dour, La Louvière, Pâturages, Charleroi en Zinik te hernieuwen of aan te vullen zullen, voor de eerste maal, overeenkomstig de bepalingen dezer wet, in de maand Maart 1915 gehouden worden.

De verkiezingen voor het samenstellen der werkrechtersraden te Waver, Fontaine-l'Évêque, Binche en Bergen zullen op hetzelfde tijdstip plaats hebben.

Deze wet zal, in het opzicht van de rechtsmacht, in werking treden naarmate dat de werkrechtersraden te Oostende, Dour, La Louvière, Pâturages, Charleroi, Zinik, Waver, Fontaine-

Fontaine-l'Évêque, Binche et Mons
auront été constitués à la suite des élec-
tions prévues ci-dessus.

l'Evêque, Binche en Bergen tot stand
zullen gebracht worden ingevolge voor-
melde verkiezingen.

Donné à Bruxelles, le 31 janvier
1913.

Gegeven te Brussel, den 31^e Januari
1913.

ALBERT.

PAR LE ROI :

VAN 'S KONINGS WEGE :

Le Ministre de l'Industrie et du Travail, | *De Minister van Nijverheid en Arbeid,*

ARM. HUBERT.

